

08.02.2017, 10:45

Genève perd 700 millions de francs par manque de logement



Un manque à gagner chiffré à 700 millions de francs pour le canton de Genève. FOTOLIA.COM/F. CEREZ

MANQUE À GAGNER - La pénurie de logement dans le canton de Genève a un impact sur l'économie du canton. Une étude chiffrant la perte de revenus de l'exil des 100 000 actifs de la Cité de Calvin résidant en dehors de Genève révèle une perte de 700 millions de francs par an.

A Genève, un tiers des 300 000 actifs habite hors du canton. Certains ont fait ce choix, car ils n'ont pas trouvé un logement à leur convenance à Genève. Une étude a chiffré la perte de revenus pour l'économie genevoise de cet "exil". Elle pourrait atteindre 700 millions de francs par an.

Ce montant est un ordre de grandeur, a indiqué mardi le professeur Giovanni Ferro-Luzzi, de l'Université et de la Haute école de gestion de Genève. Le chercheur et son équipe ont estimé à 15'000 le nombre de ménages prêts à venir habiter à Genève si on leur offre les mêmes conditions de logement et une qualité de vie comparable.

Si toutes ces personnes résidaient effectivement au bout du lac, elles consommeraient plus localement pour le plus grand bonheur de l'économie genevoise, notamment du commerce de détail. Les revenus supplémentaires ainsi générés seraient de l'ordre de 500 à 700 millions de francs par an, soit entre 1,1 et 1,5% du PIB genevois.

Pour le conseiller d'Etat Antonio Hodgers, cette étude confirme la nécessité pour le canton de Genève de maintenir ses efforts en matière de construction de logements. "Notre objectif est de faire baisser le taux de vacance pour que les gens aient le libre choix de leur lieu de résidence".

Le magistrat a insisté sur l'importance de construire tout type de logement à des prix abordables, notamment des propriétés par étage (PPE), un certain nombre d'"exilés" ayant mis en avant l'importance à leurs yeux d'être propriétaire de leurs murs s'ils décident de venir habiter dans le canton de Genève.

"Exilés malgré eux"

La [Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève \(CCIG\)](#) s'est dite très satisfaite qu'une telle étude ait été conduite. "Elle montre qu'il y a des gens qui n'habitent pas à Genève car ils n'ont pas trouvé de logement, et que le logement fait partie des conditions cadres", a noté [Alexandra Rys](#), de la [CCIG](#).

Le professeur Ferro-Luzzi et son équipe sont arrivés à chiffrer les gains pour l'économie genevoise du retour des "exilés malgré eux" en extrapolant à partir d'un sondage réalisé auprès d'actifs qui résident en France voisine et dans le canton de Vaud. L'échantillon était de 600 personnes.

Les sondés ont dû expliquer les raisons qui ont motivé leur choix résidentiel et énumérer les conditions essentielles à leurs yeux pour venir ou revenir habiter à Genève. Un logement aux mêmes caractéristiques, un coût de la vie identique et une qualité de vie semblable sont les points cités le plus souvent.

ATS

PUBLICITÉ